

RÉDACTION

de 9 h. du matin à 4 h. du soir

ANNONCES

M. Lagrange, Cerf et C^e

6, PLACE DE LA BOURSE

PARIS

et au Bureau du Journal

TÉLÉPHONE

CENTRAL 99-95

LE CONSTITUTIONNEL

Journal Politique, Quotidien du soir, Fondé en 1814

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Rue de la Victoire. — PARIS

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois Un an

Paris... 12 fr. 20 fr. 40 fr.

Départ... 18 » 35 » 60 »

Un. post. 20 » 50 » 70 »

Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : Constitutionnel - Paris

TÉLÉPHONE

CENTRAL 99-95

Le Warrant Hôtelier

On sait qu'une loi, depuis longtemps réclamée par les hôteliers, a limité dans une proportion raisonnable le privilège du propriétaire sur le matériel et le mobilier du locataire pour permettre de mobiliser le surplus de l'actif de l'hôtelier, sous forme de warrant escomptable avec dispense d'une signature.

Nous avions indiqué, au cours de la campagne faite ici en faveur du warrant hôtelier une lacune dans la loi du 10 août 1913. Le rapporteur, M. Gouard, avait soutenu une thèse tout à fait antijuridique quand il disait à la Chambre : « Nous reconnaissons que le propriétaire a toujours le droit, lorsqu'il loue un immeuble à un hôtelier de lui interdire d'user de la faculté de warranter ses meubles. »

Une telle interprétation fut repoussée par les intéressés qui ont fini par faire insérer dans le texte de la loi par la Chambre une disposition ainsi conçue : « Seront considérées comme nulles et non avenues toutes conventions contraires aux dispositions de la présente loi et notamment toutes spécifications qui auraient pour effet de porter atteinte au droit des locataires d'instituer le warrant hôtelier. »

Tout irait à merveille, si le Sénat avait adopté ce texte. Malheureusement il ne l'a pas encore mis en délibération, et ce que l'on craignait est arrivé.

Certains syndicats ont mis en échec la loi en conseillant à leurs adhérents d'insérer dans leurs projets de baux une clause d'interdiction d'un warrant hôtelier.

La protestation de la Chambre de commerce de Bayonne à cet égard est on ne peut plus légitime :

« L'industrie hôtelière a besoin de capitaux pour se transformer et répondre aux besoins du Tourisme. Si l'on a demandé l'établissement de warrants hôteliers, c'est parce que nos capitalistes, les français, plus timorés que d'autres, ne consentaient pas volontiers d'avancer à l'industrie hôtelière, parce qu'elle n'avait pas de gage, et qu'ils trouvaient peu de sécurité à ce genre de placement. Il en est résulté que, dans les régions où l'industrie hôtelière s'est le plus développée en France, notamment sur la Côte d'Azur, ce sont des hôteliers étrangers, Allemands pour la plupart, qui sont à la tête des plus belles entreprises, parce qu'ils ont trouvé dans leur pays des commanditaires sans restriction. »

« Pour permettre à nos nationaux de rester maîtres chez eux et de regagner le terrain perdu, il est nécessaire de se procurer des avances qui leur permettent dans bien des cas de renouveler leur matériel et leurs installations et satisfaire une clientèle, toujours plus désireuse de confort. »

« Il nous paraît donc désirable dans l'intérêt de l'industrie hôtelière — qui représente dans notre circonscription des capitaux considérables et qui est susceptible de nouveaux développements — comme dans l'intérêt national, que les propriétaires d'immeubles loués spécialement en vue d'une industrie bien déterminée, et qui sont à même d'en apprécier les risques, ne puissent s'opposer, comme certains tendent à le faire, à l'application de la loi de 1913. »

« Nous sommes donc entièrement en communion d'idées sur cette question avec la Chambre de commerce de Nice, et nous vous proposons d'adopter littéralement les termes du vœu émis par cette Chambre dans sa séance du 4 mars 1914. »

« Ce vœu, très judicieusement rédigé, demande au ministre du Commerce de défendre et de faire triompher devant le Sénat la loi complémentaire votée par la Chambre des députés. »

A notre sens, ce texte complémentaire était inutile, car la loi de 1913 qui se bornait à rendre mobilisable le surplus de l'actif de l'hôtelier, au delà du gage légitimement dû au propriétaire et à permettre d'utiliser les éléments qui sont immobilisés sans profit pour personne, est une loi d'ordre public et il ne semble pas possible que des conventions particulières puissent la rendre inopérante.

Toutefois puisque la Chambre a adopté le texte interprétatif ou complémentaire dont nous avons parlé, c'est que les intéressés ont reconnu qu'il était plus prudent et plus sûr d'insérer dans la loi une garantie de plus. Dans ces conditions, le Sénat ne peut que ratifier l'œuvre de la Chambre.

Dans le ministère actuel, il est un homme qui a rendu à la cause hôtelière des services signalés. C'est M. Fernand

David. Les intéressés doivent trouver en lui un avocat convaincu et pressant.

Un auto tombe sur la voie au passage d'un train

LE CHAUFFEUR EST TUÉ

Melun, 20 juillet. Un terrible accident s'est produit hier soir vers huit heures et demie, à Livry-sur-Seine, petite commune située à quatre kilomètres de Melun. Une automobile dans laquelle avaient pris place M. Georges Maus, président de la Fédération des commerçants détaillants, et une dame de ses amies, a franchi le talus du chemin de fer de Melun à Corbeil et est tombée sur la voie au moment du passage du train postal n° 11 venant de Paris.

Dans sa chute, l'automobile s'était brisée et avait pris feu. M. Georges Maus est la présence d'esprit de sauter dans le fossé avec la personne qui l'accompagnait. Tous deux furent assez légèrement blessés. Le chauffeur, qui avait perdu son sang-froid et courait sur la voie, a été renversé par la locomotive, qui l'a coupé en deux.

Amélioration dans les communications téléphoniques

M. Thomson, ministre du commerce, désireux d'offrir au public les plus grandes facilités possibles pour les relations téléphoniques, vient de décider, au sujet du renouvellement des installations du bureau de Nantes, l'adoption d'un commutateur automatique qui assurera aux abonnés de ce réseau tous les avantages dont jouissent déjà les abonnés du réseau de Nice. Il est probable que si les résultats obtenus à Nantes viennent confirmer ceux obtenus à Nice, l'emploi du système automatique ne tardera pas à se généraliser au point de remplacer un jour entièrement les anciens appareils.

Avec ce système automatique, l'abonné établit lui-même la communication urbaine qu'il désire. Dans ce but, il effectue à son poste, une manœuvre simple qui consiste à composer successivement, sur un des 22 boutons du réseau, les chiffres correspondant au numéro du correspondant avec lequel il veut converser. Cette manœuvre a pour effet de relier automatiquement entre elles les lignes des abonnés demandeur et demandé.

Ministère de la Guerre

Mutation

Corps de santé des troupes coloniales. — Par application des dispositions de l'article 37 de la loi du 13 mars 1875, M. le médecin inspecteur Gallay, directeur du service de santé des troupes du groupe de l'Afrique orientale, à Tananarive, est placé, à dater du 21 juillet 1914, dans la 2^e section (réserve) du cadre des médecins-inspecteurs des troupes coloniales.

Ministère de la Marine

Le vice-amiral Berrier obtient un congé de convalescence de deux mois à solde entière à compter du 22 juillet.

Un concours pour l'emploi d'agent technique de troisième classe du service des travaux hydrauliques au traitement annuel de début de 1.800 francs sera ouvert à Paris dans les cinq ports militaires et à Bizerte le 27 octobre.

Le nombre des places mises au concours est fixé à huit.

Les demandes d'inscription au cours accompagnées des pièces exigées devront parvenir aux autorités maritimes du centre d'examen choisi par le candidat le 1^{er} octobre 1914 au plus tard.

A L'INSTITUT

ACADEMIE DES SCIENCES

La séance est ouverte à 3 h. 1/2, sous la présidence de M. Paul Appell.

M. Delage parle d'un poisson, l'« uvarus imperialis », qu'on vient de découvrir aux environs de Quiberon. Ce poisson mesure 1 m. 15 de long et est comestible.

M. Perrier développe les travaux de Mme Phisalix sur le venin de l'oenotheque, le zard d'Amérique. Mme Phisalix a injecté une dose de venin non mortel à certains animaux et les a ainsi vaccinés. De même on leur injectant de la cholestérine, Mme Phisalix a constaté qu'en chauffant le venin de l'oenotheque on lui faisait perdre sa force. Hyperchauffé, ce venin devient un venin contre lui-même.

L'Académie décerne ensuite les prix Montyon de médecine, chirurgie et physiologie.

M. Laveran donne lecture d'une note de MM. Mannesio et Minea, de Bucarest. Ces savants ont étudié un jeune homme de 18 ans qui, atteint de syphilis héréditaire, a présenté des symptômes de paralysie générale. Ils ont, au mois de novembre 1913, pratiqué la ponction du liquide céphalo-rachidien et ont injecté dans le sérum de trois lapins. Au mois d'avril 1914, ils ont constaté chez l'un de ces animaux, la présence d'un chancre. Cette constatation démontre non seulement l'existence de spirilles vivants dans le liquide céphalo-rachidien du paralytique général, mais prouve encore que même la paralysie générale juvénile due à la syphilis héréditaire constitue une spirillose en activité.

La séance est levée à 4 heures.

FRANCE & RUSSIE

Le Président de la République est arrivé hier en Russie. La manière sincèrement chaleureuse dont il y est salué par la presse, sans distinction de nuance politique, prouve au monde que l'entrevue des deux chefs d'Etat n'est pas une simple cérémonie protocolaire, mais qu'elle est entourée de l'attention et de la sympathie de la nation russe. En France, on en éprouvera de la satisfaction et de la reconnaissance à l'égard de cette nation, mais nullement de la surprise. Car on n'y verra que le pendant de ce qui s'y est passé chaque fois que Nicolas II y est venu, et qui ne manquerait pas de se reproduire, chaque fois qu'il y viendrait de nouveau.

En outre, l'opinion française, rapprochant la visite de M. Poincaré à Nicolas II du récent voyage du roi d'Angleterre en France, se plaît à voir dans ce double événement une manifestation nouvelle de la vitalité, non seulement de l'alliance franco-russe, mais encore de la Triple-Entente.

En ce qui concerne plus spécialement l'alliance franco-russe, la presse russe montre d'autant plus d'entrain à en parler, qu'elle en célèbre en même temps ce qu'elle appelle les noces d'argent. C'est une occasion de dresser le bilan des services qu'elle a rendus aux deux pays alliés, en leur permettant de défendre leurs intérêts tout en maintenant la paix, car, pour eux, le maintien de la paix n'a pas moins de prix que la défense de leurs intérêts. Ils en ont donné des preuves si frappantes et si nombreuses, qu'il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour en douter.

Mais il n'est pas superfluit de revenir souvent sur ce double caractère, utile et pacifique, de l'alliance. Car son utilité est encore quelquefois contestée par certaines gens en Russie aussi bien qu'en France. Quant à son caractère pacifique, il est généralement mis en doute dans les pays de la Triple-Alliance.

Du côté de ceux qui contestent son utilité, le principal argument consiste à dire qu'elle n'a pas préservé les pays alliés de certaines déconvenues et échecs. Cela est très vrai, et nous avons nous-même signalé ces échecs, qu'il s'agit de ceux éprouvés ou commun par la France, la Russie et l'Angleterre, notamment au cours de la crise orientale, ou de ceux éprouvés par la France seule, notamment au cours de la crise marocaine, ou à l'occasion d'incidents franco-allemands comme celui de Nancy.

Mais est-ce la faute de l'alliance franco-russe et de la Triple-Entente ? A cette question, on peut trouver une réponse dans un excellent article que publie le *Novoye Vremia* à l'occasion de l'arrivée de M. Poincaré en Russie. Cet article nous plaide fort, car il n'a pas la banalité de simples effusions ou d'un diptychisme. Il y est fait un examen de conscience de la Triple-Entente, dont chacune des puissances qui la composent devrait tirer parti. Les déconvenues et échecs qu'elle a éprouvés, le journal russe les met en contraste avec ce fait indéniable : que ses forces militaires et navales surpassent celles de la Triple-Alliance. Pourquoi, alors, s'être laissé battre sur le terrain diplomatique par un adversaire inférieur en nombre ?

C'est que la Triple-Entente a péché par timidité ou par manque de concorde dans l'action. Sans nécessité et sans excuse, elle a baissé pavillon devant la Triple-Alliance, alors qu'elle aurait pu lui résister sans aller jusqu'à la guerre. Voilà la réponse que donne l'article du *Novoye Vremia* à la question que nous posons plus haut.

En France, on a vu formuler certaines critiques quant à l'appui que la Russie pourrait prêter en cas de guerre. On ne mettrait en doute ni sa fidélité, ni sa bonne volonté. Mais, disait-on, elle mobiliserait si lentement ! Il lui faudrait deux mois — que son intervention effective et active se produirait trop tard. Tel était le sens, on s'en souvient, d'une étude anonyme parue il y a quelques mois, qui a fait passablement de bruit, et qui avait pour titre : « Si la guerre éclatait demain ? — Il y a la Russie. »

A ceux qui formulent ces critiques, il convient de signaler une lettre que le *Matin* a publiée hier sous ce titre, qui est comme une réponse : « Si la guerre éclatait, », et qui lui a été envoyée de Saint-Petersbourg par M. Jules Hedeman.

M. Hedeman, après s'être livré à une enquête auprès des personnalités militaires russes les plus qualifiées, est arrivé à des résultats très satisfaisants. La situation de la Russie est déjà améliorée par les modifications qui se sont produites récemment sur le terrain balkanique. Elle n'aurait plus à envoyer de troupes à la frontière roumaine, la Roumanie n'ayant plus partie liée avec l'Autriche. Ce serait peut-être, au contraire, l'Autriche qui aurait à envoyer des troupes pour surveiller la Roumanie. D'autre part, le renforcement de la Serbie et l'effervescence parmi les Jougo-Slaves obligerait l'Autriche à détacher une partie de ses forces vers le Sud. Aux forces que pourraient lui opposer l'Allemagne et l'Autriche, la Russie opposerait trente et un corps d'armée, et sa mobilisation pourrait, grâce aux perfectionnements réalisés,

s'effectuer en seize jours, contre dix jours que prendrait la mobilisation allemande.

Il faudrait noter, en outre, que la Russie n'est pas arrivée à la limite de l'effort possible, et que, à de nouvelles augmentations des effectifs allemands, elle pourrait répondre par des augmentations plus grandes encore.

De tout cela il résulte que la Triple-Entente n'est en rien inférieure à la Triple-Alliance, et que, lorsqu'elle lui cède, c'est donc plutôt par timidité que par nécessité.

Les troubles d'Albanie

LA REPONSE DES PUISSANCES

Durazzo, 20 juillet. Les représentants des grandes puissances ont répondu aux insurgés qui les avaient priés de venir à Chiak, pour échanger des négociations dans cette ville, qu'ils consentaient à l'ouverture de négociations, mais à condition qu'elles aient lieu à Durazzo.

Si, toutefois, les envoyés des insurgés ne croient pas être en sûreté dans cette ville, les représentants des puissances leur proposent de se rendre mercredi à Sassa Bianco, située à environ 8 kilomètres à l'est de la baie de Durazzo, d'où ils seront conduits à bord d'un des navires de guerre mouillés au large de Durazzo et sur lequel se trouveront les représentants des puissances.

FAUSSE ALERTE A DURAZZO

Durazzo, 20 juillet. Une fausse alerte a mis sur pied toute la garnison de la ville, dans la nuit de samedi à dimanche.

Une fusillade et une canonnade très nourries se firent entendre. Aussitôt, des détachements allemands et autrichiens débarquèrent ; mais, renseignements pris, ils ne s'agissait de rien de sérieux, et les marins étrangers rentrèrent à leur bord.

Après l'attentat de Sérájévo

LE COMTE TISZA A VIENNE

Vienne, 20 juillet. Le comte Tisza, président du conseil hongrois, est venu de nouveau, hier, à Vienne, où il a conféré avec le comte Berchtold au sujet des résultats de l'enquête sur l'attentat de Sérájévo.

Le comte Tisza a eu ensuite une conférence avec le comte Stuergh, puis est reparti pour Budapest.

L'AMBASSADEUR D'AUTRICHE A ROME SE REND A ISCHL

Vienne, 20 juillet. M. Meney de Kapos-Mère, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome, est parti pour Ischl, où il doit conférer avec l'empereur.

On prétend que le comte Berchtold sera reçu à nouveau, cette semaine, par François-Joseph.

Yacht en feu

TROIS VICTIMES

New-York, 20 juillet.

A la suite d'une explosion de gazoline, le yacht *Blue-Bird*, appartenant à M. Gavitt, a pris feu, hier, dans la rade et a été complètement détruit. Trois hommes de l'équipage ont été mortellement brûlés.

Le calme est rétabli à Harti

Port-au-Prince, 20 juillet.

Les insurgés qui avaient tenté de s'emparer du pouvoir ont été mis en fuite.

Un grand nombre d'entre eux se sont réfugiés à la légation dominicaine. La fusillade a été très vive.

Des coups de feu ont été tirés sur les légations étrangères, notamment sur celle d'Allemagne, mais il n'y a pas eu de victimes.

Le gouvernement haïtien a procédé à des exécutions sommaires. Le calme est rétabli.

La revue navale de Spithead

Portsmouth, 20 juillet.

Le yacht royal *Victoria and Albert*, ayant à bord le roi George V et le prince de Galles, a quitté Portsmouth ce matin de bonne heure pour la rade de Spithead.

A neuf heures, sous le commandement du roi, la flotte mobilisée sur le pied de guerre et rassemblée dans la rade, en vue de Beach-Head, a levé l'ancre et s'est dirigée en ordre de bataille vers la haute mer.

Le yacht *Irène*, suivi du *Victoria and Albert*, étaient en tête, puis venaient l'*Alexandra* et l'*Enchantresse*, ce dernier transportant les lords de l'amirauté.

A la hauteur du phare de Nab, tous ces yachts se sont rangés de côté et ont pris leur mouillage. Les vaisseaux de guerre ont alors défilé devant le roi.

Le temps était très mauvais ; la tempête soufflait, accompagnée d'une grosse pluie tombant en rafales. La mer était houleuse, mais il n'y avait pas de brouillard.

ALLEMAGNE

OFFICIERS DE POLICE INCULPES DE DETOURNEMENTS

Berlin, 20 juillet.

Des officiers supérieurs de la police de Brandebourg ont été arrêtés sous l'inculpation de détournements.

La Crise Mexicaine

L'ATTITUDE DU GENERAL VILLA

Washington, 20 juillet.

Les milieux officiels ont appris que le général Villa a levé des impôts dans le nord du Mexique, malgré les ordres du général Carranza.

D'après les renseignements reçus par les ministères américains de la guerre et de la marine, le général Villa a l'intention de former une république distincte composée des Etats de Chihuahua, Coahuila et Sonora, dont il serait le dictateur.

VERS LA CONCILIATION

New-York, 20 juillet.

M. Hanna, consul des Etats-Unis à Monterey, confirme la dépêche annonçant que le général Carranza a consenti à se rencontrer avec les trois commissaires du Président Carbajal, pour s'entendre sur le transfert du gouvernement à Mexico.

Carranza a promis de suspendre les hostilités pendant les négociations.

LA RETRAITE DU GENERAL HUERTA

Puerto-Mexico, 20 juillet.

Les généraux Huerta et Blanquet partiront demain à bord du *Dresden*, et les membres de la suite de l'ex-président, sur le *steamer Mexico*.

Le général Huerta a passé la journée d'hier dans son wagon, à fumer et à converser, mais il paraissait moins gai que d'habitude.

RUSSIE

LE NOUVEL ATTACHE NAVAL A BERLIN

Berlin, 20 juillet.

L'attaché de marine russe à Berlin, le capitaine de frégate Von Berens, a été remplacé par le capitaine Rynski, Korsakoff, qui est déjà arrivé à Berlin.

Le capitaine Von Berens a reçu l'ordre de se rendre à Dantzig pour y prendre livraison du nouveau croiseur russe *Amiral Mischke*.

TURQUIE

A LA CHAMBRE

Constantinople, 20 juillet.

La Chambre a voté, dans une séance de nuit, le budget du ministère des travaux publics.

Une motion déposée par plusieurs députés, tendant à mettre les cabinets Kiamil et Gazi Moukhtar en accusation, a été renvoyée à une commission spéciale.

CANADA

SITUATION CRITIQUE A BORD D'UN NAVIRE JAPONAIS

Ottawa, 20 juillet.

La situation est des plus critiques à Vancouver, par suite de l'attitude violente des Hindous, à bord du *Komagata Maru*.

Sir Robert Borden, premier ministre, a donné l'ordre au croiseur canadien *Rainbow*, qui se trouve actuellement à Esquimaux, de se rendre à Vancouver pour aider la police qui est montée à bord du *Komagata Maru*.

GRANDE-BRETAGNE

LA QUESTION DE L'ULSTER

Londres, 20 juillet.

Cet après-midi, à la Chambre des communes, M. Asquith a annoncé que le speaker, sur l'invitation du roi, présidera la Conférence de l'Ulster, qui doit se réunir au Palais de Buckingham.

La seconde lecture du bill d'amendement a été ajournée.

Le Tour de France cycliste

LA DOUZIEME ETAPE : GENEVE-BELFORT

Geneve, 20 juillet.

Les 55 coureurs arrivés à Genève ont pris le départ ce matin, à 3 h. 30. L'envoie leur a été donné sur la place Monbrillant.

Tous en peloton

54 kilomètres. — Passant dans l'ordre suivant : à 5 h. 37, J. Alavoine, Pelissier, Rossius, Thys, Louis Engel, Scieur, Garrigou, Baumer, Brocco, Lambert ; à 5 h. 45, Munro, Spiessens, Godivier, Egg, Georget, Nempion, Charron, Heughehem, Botte, Guyon, Vandenberghe, Coomans, Faber, qui a crevé deux fois ; à 5 h. 47, Trousselier, Neboux, Kippert, Tuytten, Leclerc.

Egg a la défaillance

Pontarlier, 20 juillet.

115 kilomètres. — Temps splendide. Premier peloton passe à 8 heures. Il comprend Thys, Pelissier, Christophe, Ernest Paul, Rossius, J. Alavoine, Heughehem, Decroix, Louis Engel, Degy, Duboc, Trousselier.

seller. — 8 h. 5 : Alpini, Kirkham ; 8 heures 15 : Egg, Dumont, Kippert, Munro. A Morteau, 144 kilomètres : 40 coureurs ensemble à 9 h. 10.

En retard sur l'horaire

Montbéliard, 20 juillet.

217 kilomètres. — Le peloton de tête, conduit par Faber, passe ici à 11 h. 41. Reconnu : Garrigou, Trousselier, Thys, Vandenberghe, Georget, Lambert, Pelissier, Alavoine, Baumer, Heughehem, etc. 11 heures 42, Charron ; 11 h. 45, Petitjean.

Trente-trois coureurs ensemble

Lure, 20 juillet.

252 kilomètres. — Trente-trois coureurs ensemble à une heure.

L'ARRIVEE

Belfort, 20 juillet.

Voici les résultats de l'étape Genève-Belfort :

1. Pelissier, en 12 h. 32 m. 5 s. ; 2. Alavoine, en 12 h. 33 m. 20 s. ; 3. Duboc, en 12 h. 34 m. 35 s. ; 4. Rossius, J. Baumer, G. Thys, 7. Nempion, 8. Coomans, 9. E. Georget, 10. Thibergheim.

Un monument à Henri Fabre

M. Argagnon, ministre de l'instruction publique, présidera le 8 août à Avignon, l'inauguration du monument, œuvre du sculpteur Charpentier, érigé dans l'enceinte même de l'école normale d'instituteurs, en l'honneur de l'entomologiste Henri Fabre, le plus illustre des élèves de cette école.

Si cette date du 8 août a été choisie, c'est dans la pensée de permettre au personnel enseignant primaire de France, qui a si généreusement et si unanimement participé à la souscription d'être associé, dans la plus large mesure aussi, à la cérémonie et à la fête d'inauguration. Le 10 août, en effet, s'ouvrira à Nîmes (à deux pas d'Avignon) le congrès national annuel des Amicales d'instituteurs et d'institutrices, qui réunira de 1.500 à 2.000 délégués de ces associations, venus de tous les points de la France. On espère que nombre de congressistes avanceront volontiers leur voyage pour participer à la glorification de l'illustre nonagénaire de Sérignan.

Distribution des Prix

Ecole Saint-Jean-de-Béthune — Versailles

La distribution des prix à l'Ecole Saint-Jean de Versailles, a eu lieu le samedi 18 juillet, sous la présidence de Mgr Gibier, entouré de M. le vicair général Millot, de M. le chanoine Léon, directeur de l'Ecole, de MM. le doyen du Chapitre, le curé de Notre-Dame, le chanoine Caron, Lefebvre du Prey, député ; de M. H. Louvet, président, et des membres du conseil d'administration.

Voici les noms des élèves les plus souvent cités :

Prix des Anciens Elèves : J. Mayran de Chamisso.

Philosophie : E. Cadoret, J. Mayran de Chamisso.

Première : J. Gayraud, M. Flé, J. Bénéch, N. d'Arcy, J. de Mauduit.

Seconde : J. Maglioli, Petit, R. de Boysson, J. Ventadour, F. Dautresne, R. Graffin, L. Jeanson, L. de Carrière.

Classes du 1^{er} Cycle : A. de Lesquen, L. Giraud, M. de Sainte-Opportune, G. Bocard, A. de Maud

M. Poincaré en Russie Le Procès de M^{me} Caillaux

EN RADE DE CRONSTADT

Cronstadt, 20 juillet.
A 1 heure 55, par un temps ensoleillé, le yacht *Alexandria*, ayant à bord l'empereur Nicolas, arrive à Cronstadt, venant de Pétrohof. Il salue toutes les unités russes réunies dans la rade. Les canots se détachent du yacht. *Strola*, transportant sur l'*Alexandria* le ministre de la marine; MM. Paleologue, Isvolsky, Sazonov; les attachés militaires et navals de France; le général Panteloff, attaché à la personne de M. Poincaré pendant son séjour en Russie.

Les croiseurs *Gromovoi*, *Palada*, *Baïan*, *Amiral Makharoff*, *Boqaty*, *Rurik*, portant l'amiral Essen, commandant les forces de la Baltique, et arborant le grand pavais, se dirigent à la rencontre de l'escaadre française, qui est escortée par huit torpilleurs russes depuis dimanche soir.

L'escaadre française arrive en rade de Cronstadt à deux heures précises et tire une salve de 31 coups de canon.

Les forts de Cronstadt répondent, puis toutes les unités russes tirent 21 coups de canon pour saluer le président de la République.

L'escaadre française répond, les orchestres jouent la *Marseillaise* et l'*Hymne russe*.

L'ARRIVEE A PETERHOF

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
Les pavillons impérial et présidentiel flottent au même mât de l'*Alexandria*, qui se dirige vers Pétrohof. Sur le pont, l'empereur entretient avec MM. Poincaré et Paleologue une conversation très animée. La flotte impériale suit le yacht, convoyé par plusieurs vigies. Tandis que l'*Alexandria* approche de Pétrohof, les canons des ouvrages de terre tirent des salves, et les pavillons ancrés dans la petite rade déploient le grand pavais.

Devant le grand palais, rouge et blanc, conçu selon le style de Pierre-le-Grand, les pièces d'eau jouent, ainsi que la grande fontaine de « Samson ».

L'*Alexandria* accoste à 3 heures précises. L'empereur et M. Poincaré sont reçus au débarcadere de Pétrohof, devant le grand palais, par les grands-ducs Nicolas, Serge, Cyrille, André, Dimitri, Boris, la maison militaire ayant à sa tête le prince Orloff, les généraux et leurs aides de camp, le personnel de l'ambassade de France, et les autorités locales.

Pendant la présentation de la suite, la garde d'honneur présente les armes.

Puis l'empereur et le président montent dans une voiture attelée de quatre chevaux à la daumont, suivie d'un peloton de cosaques aux uniformes rouge et or, appartenant à l'escorte de l'empereur.

La voiture défile devant le front des troupes de la garnison de Pétrohof, massées en face de l'entrée du palais.

Les soldats présentent les armes, les musiques jouent la *Marseillaise*, tandis que la foule acclame le président de la République avec enthousiasme.

La revue terminée, le cortège regagne le palais, à l'entrée duquel la garde d'honneur des tirailleurs présente les armes.

Le ministre de la Cour, le grand maréchal et le grand maître des cérémonies reçoivent M. Poincaré, qui est reconduit par l'empereur vers ses appartements particuliers.

Saint-Petersbourg, 20 juillet.

L'empereur, dérogeant au programme pour leur donner une marque particulière de bienveillance, a retenu à déjeuner à bord de l'*Alexandria*, avant de partir au-devant de M. Poincaré, l'ambassadeur de France et les attachés militaires et navals français.

La conversation du souverain et de M. Paleologue a servi de préface à celle que Nicolas II et M. Poincaré ont eue pendant trente-cinq minutes, dans le trajet de Cronstadt à Pétrohof.

LES PREMIERES VISITES

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
Peu de temps après l'arrivée de M. Poincaré, l'impératrice Alexandra-Féodorovna, accompagnée de ses deux filles, les grandes-duchesses, tous les membres du grand Palais. Elle reçoit le Président de la République dans la salle blanche.

L'empereur assiste à l'entretien, ainsi que les dames de la suite de l'impératrice et le grand maître des cérémonies.

La famille impériale part ensuite pour la villa *Alexandria*, tandis que M. Poincaré, accompagné du général Beaudouin, monte en auto à la visite, avec les grands-ducs Nicolas, Pierre, Dimitri, Serge et Boris, ainsi qu'aux grandes-duchesses Anastasia et Militsa.

LE DNER AU GRAND PALAIS

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
Le dîner de gala offert par le tsar en l'honneur de M. Poincaré a lieu dans la salle Pierre-le-Grand, toute décorée de blanc et or et garnie de nombreux tableaux ayant trait à l'histoire du grand empereur. La salle est éclairée par plus de mille bougies. Cinq tables sont dressées, ornées de surtouts en argent de style Louis XIV. Les deux tables du centre sont fleuries à profusion aux couleurs françaises : roses rouges et blanches et bleuets.

Le service est de porcelaine bleue et blanche. La domestique porte la tunique écarlate galonnée d'or et la culotte blanche.

Un fumoir est installé sur la terrasse donnant sur le parc.

L'empératrice avait à sa droite M. Poincaré et à sa gauche le tsar. En face de l'empératrice, se trouvait le comte Fredericksz, ministre de la Cour, ayant à sa droite M. Viviani et à sa gauche M. Paleologue.

Assistants au dîner : deux des filles de l'empereur, les grandes-duchesses Olga et Tatiana, tous les grands-ducs et les grandes-duchesses, tous les membres du gouvernement, les commandants des navires français, le personnel de l'ambassade de France et tous les dignitaires de la Cour.

LES TOASTS

Toast de Nicolas II

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
A la fin du dîner, le Tsar s'est levé et a porté en français le toast suivant :

Monsieur le Président de la République,

Laissez-moi vous exprimer combien je suis heureux de souhaiter la bienvenue, ici, au Chef de l'Etat ami et allié, qui est toujours assuré de rencontrer l'accueil le plus chaleureux en Russie. Mais aujourd'hui, notre satisfaction de pouvoir saluer le Président de la République française est encore doublée par le plaisir de retrouver une ancienne connaissance avec laquelle je fus charmé de nouer, en 1912, des relations personnelles.

Unies de longue date par les sympathies mutuelles de leur peuple, puis par des intérêts communs, la France et la Russie sont, depuis presque un quart de siècle, étroitement liées pour mieux poursuivre un même but consistant à sauvegarder leurs intérêts et à collaborer au maintien de l'équilibre et de la paix en Europe.

Je ne doute pas que, fidèles à cet idéal pacifique, s'appuyant sur une alliance éprouvée ainsi que sur des amitiés communes, nos deux pays continueront à jouir des bienfaits de la paix, assurée par la plénitude de leur force, en resserrant toujours davantage les liens qui les unissent.

Avec ce vœu très sincère, je lève mon verre à votre santé, à la prospérité et à la gloire de la France.

Après ce toast, l'orchestre de la Cour a joué la *Marseillaise*.

Toast de M. Poincaré

M. Poincaré a répondu dans les termes suivants :

Je remercie Votre Majesté de son accueil si cordial. Je la prie de croire qu'il m'est agréable de rendre une nouvelle visite à l'auguste souverain du peuple ami et allié, fidèle en cela à la tradition suivie par mes honorables prédécesseurs, venus apporter à l'Empereur de Russie le solennel témoignage des sentiments immuables de tous les eurs français.

Vingt-cinq ans ont passé depuis que, dans une claire vision du destin, nos pays ont uni les efforts de leur diplomatie. Les heureux résultats de cette association permanente se font sentir chaque jour pour maintenir l'équilibre dans le monde.

Fondée sur une communauté d'intérêts, consacrée par la volonté pacifique des deux Gouvernements, appuyée sur des armées de terre se connaissant, s'estimant, habituées à fraterniser, affirmée par une longue expérience, complétée par de précieuses amitiés, l'alliance, dont l'illustre Empereur Alexandre III et le regretté Président Carnot prirent la première initiative, a constamment donné une preuve de son action bienfaisante d'inébranlable solidité.

Votre Majesté peut être assurée, demain comme hier, que la France poursuivra dans une collaboration intime, quotidienne, avec son Allié, l'œuvre de paix et de civilisation à laquelle les Gouvernements des deux Nations n'ont cessé de travailler.

Je lève mon verre en l'honneur de Votre Majesté, des impératrices Alexandra et Marie, du grand-duc héritier et de toute la famille impériale. Je bois à la grandeur et à la prospérité de la Russie.

L'orchestre a joué ensuite l'*Hymne russe*. Après le dîner, M. Poincaré a admiré le parc et les fontaines illuminées par huit mille lampes.

LES DECORATIONS

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
Le Tsar a conféré à M. Paleologue l'ordre de l'*Alexandre Nevsky*, à M. de Margerie l'ordre de l'*Aigle Blanc*, à M. William-Martin le grand-croix de Sainte-Anne et au commandant Gallot, la plaque en diamants de Sainte-Anne.

LA PRESSE RUSSE

Saint-Petersbourg, 20 juillet.
La presse petersbourgeoise : *Gazette de Saint-Petersbourg*, *Kopeika*, *Petersbourgskii listok*, est unanime à souligner le caractère pacifique de l'alliance franco-russe, et à attribuer à l'entrevue du tsar et de M. Poincaré une importance particulière « pour le resserrement des liens entre la France et la Russie au point de vue militaire, qui sont le gage de la paix ».

Le *Reich*, journal d'opposition au gouvernement, fait toutefois des réserves touchant les sacrifices militaires trop lourds imposés par l'alliance. Néanmoins, il salue celle-ci comme « une nécessité politique permanente ».

LA PRESSE ITALIENNE

Rome, 20 juillet.
La Tribune écrit :
La politique extérieure française a eu deux objectifs en ces dernières années : hier l'Angleterre et la France et la Russie par un pacte d'alliance et donner à la politique russe une orientation antigermanique.

La France, à ce point de vue, a complètement échoué. Il est probable que M. Poincaré s'en est convaincu et, dans ce cas, sa visite au tsar n'a qu'une importance négligeable.

Concours de Rome

Gravure en taille douce

L'exposition s'est ouverte hier matin. Voici les noms des lauréats :

M. Rigal, né en 1838 à Marvejols (Lozère), élève de MM. Sulpis, G. Ferrier et Bachelier ; M. Manchon, né en 1884 à Douzillat, élève de MM. Walther, G. Ferrier et Gervey ; M. Bouffanais, né en 1885 à Champagny-de-Belair (Dordogne), élève de MM. Laguerrière, Comon et J.-P. Laurens ; M. Goudard, né en 1836 à Vauvillers, élève de M. Walther, G. Ferrier et Sulpis ; M. Paulin, né en 1888 à la Ferté-Loupière (Yonne), élève de MM. Laguerrière, G. Ferrier, R. Collin et Brémont ; M. Binet, né en 1859 à Versailles, élève de MM. Laguerrière, R. Collin, Dezarrois ; M. Butaud, né en 1886 à Saintes, élève de M. Walther, G. Ferrier et Humbert ; M. Malossy, né en 1891 à Besse-sur-Braye (Sarthe), élève de MM. Walther et G. Ferrier.

Ces huit concurrents avaient à exécuter un tireur d'arc, d'après le modèle vivant, et un dessin, d'après le Eléonore.

Aujourd'hui, exposition du concours de sculpture.

CHUTE DES CHEVEUX
LUTION RADIOSE
LA FLEUR 10/15
PLUS DE TÊTES CHAUVES
DE LA FLEUR 10/15
GUERISON RADICALE
Par le Topique Sébégène
La Fleur 10/15
LEMERLE Pharm. et Parf. (Lyon) et toutes ph.

PREMIERE AUDIENCE

Impressions d'audience

Toutes les figures des grandes premières sont là. Voici dans la presse, dont la moitié au moins n'a pas déjeuné, et ne déjeuner pas, Paul et Guy de Cassagnac, Gustave Téry, Arthur Meyer, Adolphe Brisson, Renaudel, P.-H. Loyson, Almeréya.

Ceci dit, il fait entrer les jurés qui à l'appel de leur nom prêtent serment.

Le président, M. Albanel, fait introduire l'accusée qui entre, pâle, très simple et après un coup d'oeil à la salle, écoute la lecture de l'acte d'accusation. Puis c'est l'appel des témoins dont les noms provoquent un fort remous de curiosité, et bientôt le président Albanel donne la parole à l'accusée.

Très émue, émotionnée, après avoir jeté des regards inquiets sur la salle, ses premiers mots s'entendent à peine, mais sur une invitation du président, elle se fait violence, assure sa voix et raconte sa vie, simplement, sans pose. Mais quand elle en arrive à la campagne de diffamation qui précéda le drame du *Figaro*, sa parole est plus assurée et devient même vibrante quand, s'insurgeant contre les accusations reconnues fausses au sujet de la fortune de M. Caillaux, elle défend la vie politique de son mari.

C'est sans difficulté ni hésitation que, sur une question du président, elle s'explique, sur les fameuses photographies des lettres intimes, cette singulière épopée de Damoclès brandie par les adversaires de l'ancien ministre.

Elle proteste énergiquement que ce n'est pas la crainte de la publication du rapport Fabre qui a motivé sa décision de mettre fin à la campagne du *Figaro*, mais, selon ce qui lui avait été dit la veille, celle d'une lettre intime écrite sur du papier à en-tête de la préfecture de la Sarthe, qui devait paraître le 17 mars.

Après une courte suspension d'audience, à deux heures et demie, Mme Caillaux continue la douloureuse confession et en arrive à l'heure tragique.

Nettement, sans détours, après sa conversation avec le président Monier et avoir exposé les trames en lesquelles elle vivait, elle explique le geste malheureux qu'elle déclare regretter sincèrement ; mais arrivée au tête à tête tragique, l'émotion éprouvée au rappel des faits la faisant hésiter, le président Albanel lit le passage de l'acte d'accusation que Mme Caillaux écoute en pleurant.

Cependant, l'accusée provoque le rire de quelques personnes quand, ayant à s'expliquer sur les coups de revolver tirés par elle, elle dit qu'ils sont partis presque involontairement.

La phrase « Ces revolvers-là, monsieur le président, ça part presque tout seuls ! » ont en effet le don d'égarer une partie de la salle, et, pourtant, rien n'est plus vrai. Le pistolet « brownie » est une arme de sûreté pour qui sait s'en servir, mais non pour une femme qui l'a achetée le matin même ; j'en appelle à tous ceux qui connaissent l'instrument.

Un moment après, rappelant aux jurés la désespérance qu'elle éprouvait devant son impuissance, parlant de son bonheur, de sa fille, Mme Caillaux, secourue par l'émotion, doit se cramponner à la barre, pour se soutenir, puis elle s'écroule sur son siège la tête dans ses mains.

M. Carpin, commissaire de police, le premier entendu, sur une question de M. Labori, répond que lorsque Mme Caillaux lui déclara qu'elle n'avait pas eu l'intention de tuer M. Calmette, elle lui parut sincère.

Après la déposition des agents, M. le président Monier est introduit ; tourné du côté des jurés, il leur retrace l'entrevue qu'il eut avec Mme Caillaux et les arguments qu'il lui donna de l'impossibilité d'entamer une action judiciaire contre M. Calmette. Très précis, rappelant une campagne de diffamation qu'il lui subit, il rappelle qu'il conseilla le calme à Mme Caillaux. Sur une question de M. Chenu au président Monier, M. Labori intervient et lui demande si, en toute sincérité, il ne pense pas, qu'en ayant déclaré à Mme Caillaux que la loi française ne lui donnait aucune chance d'arrêter la campagne de diffamation entreprise contre son mari, alors qu'elle avait déjà rédigé un projet d'assignation, il lui aurait enlevé la dernière espérance d'obtenir justice ?

M. le président Monier hésite un moment, entre la partie civile et la défense ; il doit en effet peser ses paroles ; il semble d'abord répondre conformément au désir de M. Chenu ; mais sur une nouvelle question directe de M. Labori, il répond qu'en effet, il se peut que Mme Caillaux ait interprété ses paroles dans le sens où elle l'indique.

M. Labori souligne cet aveu pour MM. les jurés et de suite, M. le président Albanel lève la séance.

Voilà ce fut cette première journée, qui ne pouvait d'ailleurs, être autre, mais qui, j'en crois mon flair, en laisse prévoir d'autres beaucoup moins calmes. Et qu'il me soit, en passant, permis de m'étonner de l'attitude de certains avocats qui, lorsque les réponses de l'accusée ne leur conviennent pas, réfléchissent à voix haute, ricant et se tiennent déplorément en un endroit où ils devraient donner l'exemple de la dignité, en laissant avec leur veston et leur chapeau, leurs opinions au vestiaire. Qu'ils imitent donc un peu l'attitude de M. Henri Robert qui suit les débats sans broncher.

Il ne faudrait cependant pas oublier, et ceci s'adresse également à des confrères qui ne se contentent pas de jeter leurs réflexions sur le papier, ce qui

pourrait, si l'on ne gardait son calme, transformer la Cour d'assises en une salle de réunion publique ; il ne faudrait pas oublier que l'accusée qui est là défend sa tête, sa vie, son honneur. Ce qu'on admettrait chez n'importe quel accusé, pourquoi donc le refuser à Mme Caillaux ?

Mais tout cela, c'est prêcher dans le désert. J'ai eu un confrère, sur la simple vue des physionomies du jury, déclarer sur un ton péremptoire, que c'était Caillaux qui en avait imposé la liste, simplement ! En réponse à cette misérable sottise, qu'il me soit donc permis de dire maintenant que le camarade que je comptais voir siéger à côté, j'ignore encore pour quel motif, reculé ; or, il me semblait plutôt favorable à Mme Caillaux ; ce qui devrait suffire à prouver l'infamie de ceux qui n'hésitent pas à répandre de telles accusations.

Mais nous en entendrons bien d'autres ! Contentons nous de faire notre devoir en empêchant dans la mesure du possible, qu'on ne maquille pas trop la vérité.

L'AUDIENCE

Il est midi vingt quand la Cour fait son entrée. Mme Caillaux apparaît au même moment entre deux gardes. Très simple, noir et blanc. Les traits un peu fiers ; elle répond aussitôt d'une voix ferme au président qui, au lieu de lui demander son nom, Henriette Renouard.

Puis les jurés prêtent serment l'un après l'autre, de jurer en leur âme et conscience et le président donne la parole au greffier, M. Wilmes, pour lire l'acte d'accusation.

On connaît ce document que nous avons publié il y a quelques jours.

L'interrogatoire

Il est 1 heure. Le président s'adresse à la Presse demandant si chacun est bien à sa place, ajoutant qu'à la moindre manifestation il ferait évacuer la salle.

Puis il se tourne vers la prévenue.

D. — Madame, lèvez-vous. Vous vous appelez Henriette-Geneviève Raynaud, vous êtes née le 6 décembre 1874, vous vous êtes mariée en 1894 avec M. Léon Caillaux, vous avez deux enfants, vous avez divorcé en 1910 et vous vous êtes remariée en 1911 avec M. Caillaux. Qu'avez-vous à dire sur cette période de votre existence ?

Pas grand-chose. J'ai été élevée chez mes parents jusqu'à 19 ans, comme on l'est dans notre milieu, je n'ai jamais été en pension et je me suis en effet mariée à 19 ans ; mais je ne fus pas heureuse et seuls mes deux enfants me firent retarder un divorce devenu nécessaire pour incompatibilité d'humeur. Enfin j'épousai M. Caillaux, et ce fut dès lors le bonheur, un bonheur complet. Nous avions tout à nous, il est vrai ; santé et fortune ; une fortune honorable qui nous venait de nos parents et nous permettait de vivre très heureux. Ah ! comme dès lors j'aurais voulu rendre à M. Caillaux toute l'affection qu'il a eue pour moi depuis le début de notre mariage. Il était alors président du conseil, et la calomnie déjà commençait à faire son œuvre ; on l'accusait de trahison, je ne sais comment de son mandat et d'avoir vendu le Congo à l'Allemagne.

A ce moment Mme Caillaux s'arrête et demande à s'aider de documents qu'elle a recueillis et de notes qu'elle a jetées sur le papier, au hasard, pour préciser ses souvenirs.

Elle lit des passages d'article du *Figaro*, relatifs à l'affaire Prie et à l'affaire du Comptoir d'Escompte.

La lettre « Ton Jo »

Le 10 mars, M. Calmette menace mon mari. Le 13, la lettre « Ton Jo » paraît. On m'a dit que nous n'avions pas voulu y croire.

D. — Parlez-moi de suite de la lettre de M. Caillaux du 25 septembre, dans laquelle il vous raconte dans quelles circonstances les deux lettres avaient disparu, avaient été dérobées par sa première femme. Expliquez à MM. les jurés également ce fait-là.

R. — J'ai renvoyé les lettres, M. Caillaux les avait rangées dans le tiroir de son bureau, au rez-de-chaussée. Le lendemain matin, je suis extrêmement gênée pour expliquer tout cela.

D. — Ne dites que ce que vous voulez dire, vous n'avez pas obligation de dire ce que vous ne voulez pas dire.

R. — Je vais être obligée de mettre en cause plusieurs fois Mme Gueydan, la première femme de mon mari ; je le ferai avec le plus de discrétion possible. Mais, pour me défendre, je dois dire la vérité et je la dirai.

J'étais à Dinard, chez une amie, lorsque M. Caillaux m'écrivit deux lettres. Sur sa demande, je les lui renvoyai Poste restante au Mans. Datées de Mamers et écrites sur papier à en-tête de la Préfecture de la Sarthe, M. Caillaux les plaça dans le tiroir de son bureau au rez-de-chaussée.

Le 25 septembre, M. Caillaux m'écrivit qu'elles avaient été volées par sa femme et qu'elle comptait s'en servir pour nous déshonorer, et non pas pour divorcer. Je partis pour Florence et, là, le secrétaire de mon mari m'écrivit que je n'avais plus rien à craindre, que les lettres étaient brûlées et que M. Caillaux était parti en Egypte avec sa femme.

En 1910, M. Caillaux demande pourtant le divorce ; je savais que j'étais espionnée par Mme Gueydan et je reçus un télégramme d'un ami qui me disait de me méfier de mon entourage.

Le président. — Mais que contenaient les lettres en question ?

R. — C'étaient des lettres tendres, mais ne dépassant pas les bornes que sait garder un homme bien élevé écrivant à une femme bien élevée. C'était surtout une biographie relatant la vie, les misères des trois dernières années de M. Caillaux, lettres d'ailleurs d'une haute portée morale.

La plus longue et c'est surtout ce qui la rendait intéressante pour le *Figaro* m'expliquait les raisons politiques qui l'empêchaient de divorcer 6 mois avant les élections.

Dans la seconde, beaucoup plus courte, il me parlait finances et d'un certain placement fort avantageux qu'il avait fait.

Et comme le président renouvelait à propos des photographies des lettres une

Les lettres intimes

D. Vous avez dit tout à l'heure que c'était un peu avant ou un peu après votre mariage que l'on vous parla de ces lettres que Mme Gueydan avait conservées. Est-ce à ce moment que vous avez vu Mme Gueydan les aurait offertes à M. Vervort lequel aurait raconté à M. Desclaux l'entretien qu'il aurait eu avec Mme Gueydan ?

R. Oui, monsieur, nous en avons entendu parler de plusieurs côtés.

D. Parlez du fait Vervort d'abord.

R. Mon mari nous donnait des explications plus précises. C'est lui qui est venu me dire que nous étions menacés de la publication de ces lettres, qu'elles avaient été offertes à M. Vervort. M. Vervort en était les termes absolument connus de nous seuls et qui identifient ces lettres.

D. M. Caillaux vous a raconté qu'il tenait de M. Desclaux la substance d'un entretien que celui-ci avait eu avec M. Vervort à l'occasion d'une entrevue de M. Vervort avec Mme Gueydan. Nous reviendrons tout à l'heure sur cet incident au moment où M. Vervort sera là.

Durait-il personnes vous ont-elles parlé de ces lettres après votre mariage.

R. Oui, monsieur, le président. De plusieurs côtés nous étions prévenus, nous avions été avertis qu'elles avaient été offertes à M. Bailly, directeur de l'*Intransigeant*. Or, j'étais en relations avec Mme Chartran, et comme Mme Chartran est une amie de M. Bailly, nous lui avons demandé d'intervenir auprès de ce dernier.

Mme Chartran le fit avec sa bonne grâce habituelle et elle vint nous donner la réponse. Elle nous dit que M. Bailly lui avait dit qu'il n'avait pas voulu dans le monde d'autrui et qu'il s'était engagé à ne pas publier les lettres.

Quelques temps après Mme Chartran me demanda d'intervenir auprès de mon mari pour obtenir un petit service — je ne me rappelle plus lequel — pour M. Bailly. Plusieurs fois elle est revenue me demander d'insister auprès de mon mari, me disant : « Vous savez combien monsieur Bailly a été gentil pour vous, combien il s'est conduit en galant homme... C'est bon de mes lettres, puis-je les lui donner personnellement et que Mme Chartran ne demande en retour de rendre un service à M. Bailly. »

D. D'autres personnes vous en ont-elles parlé ?

R. Tout le temps nous en entendions parler ; c'était à la Chambre, dans les couloirs... Tous les journalistes en parlaient. Elles avaient été un peu partout, ces lettres ; mais je ne puis pas vous donner à ce sujet d'autres précisions que celles que je viens de vous faire.

D. Alors, vous n'avez pas la certitude que ces lettres pouvaient être entre les mains de M. Calmette. Pensez-vous qu'il désirait se les procurer ou pensez-vous qu'il les avait entre les mains ?

R. Je savais qu'il avait désiré se les procurer par une conversation qu'il avait eue. Mon mari et moi avions très peur. C'est une conversation à laquelle Mme la princesse Estradère avait assisté et qu'elle m'a rapportée. C'est par cette conversation que j'ai su que M. Calmette cherchait à se procurer les lettres.

D. A quelle époque cette conversation ?

R. On a dit dans le mois de janvier.

R. Oui, mais quand on me l'a rapportée, c'était environ un mois avant la publication.

D. Eh bien, arrivons au moment de la publication. Nous préciserons, quand les témoins seront entendus, tous les points qui ne seront pas suffisamment indiqués quant à présent. Vous avez dit à l'instruction que l'on voyait dans le *Figaro* du 13 mars un extrait de la lettre signée « Ton Jo », vous avez compris que les deux lettres soustraies à M. Caillaux en 1909 seraient publiées. Vous avez expliqué — c'étaient là vos paroles, je les cite — qu'il n'y avait pas de doute pour vous à cet égard « que la personne à laquelle cette lettre avait été adressée avait enlevé dans l'oubli et le deuil ses illusions... et sa foi ».

Vous avez dit : « Chacun de ces mots fait un coup de poignard pour moi. » Il constituait une allusion certaine aux autres lettres. Vous n'avez pas exprimé toute votre pensée à MM. les jurés et leur direz-vous que vous craigniez la publication de ces lettres ?

R. Nous avions été avertis avant le 13 mars que la lettre signée « Ton Jo » paraîtrait ; mon mari en avait été averti par différentes personnes ; qui pourraient vous dire comment, dans quelles conditions, « Ton Jo », nous n'avions pas voulu le croire. Depuis deux ans et demi, ces lettres avaient été offertes à un peu partout, tout le monde peut le dire aussi, à l'honneur de la presse, on n'avait trouvé personne, pas un petit journal, si insignifiant qu'il soit pour le public. Nous n'avions donc pas cru que cette publication se réaliserait, mais enfin elle s'est réalisée le 13 mars. Le 13 mars, dans l'après-midi, mon mari a été averti d'abord par des lettres anonymes, sinon que la lettre « Ton Jo », du moins la pareille, allait paraître.

C'est par là-dessus que nous avons basé notre conviction. Le samedi 14, mon mari a été averti par M. Cecaldi, député, et par M. Dubarry, directeur de la *Journée républicaine*, que le *Figaro* allait le lendemain continuer sa publication de lettres intimes, et M. Dubarry précisait en disant que la lettre qui allait paraître était écrite sur un papier à l'en-tête de la préfecture de la Sarthe. Il précisait une indication qui se trouvait dans cette lettre.

D'ailleurs, une des personnes que je vous cite les lire, il y a, notamment M. Pierre Morlier, qui était venu dire à mon mari que M. Auguste-Avril, du *Figaro*, lui avait annoncé la publication de la lettre « Ton Jo », et lui avait dit : « Attendez-vous pour vendredi une jolie surprise. » Et, en effet, il y avait eu surprise. Le vendredi, M. Pierre Morlier, rencontrant M. Auguste-Avril dans les couloirs de la Chambre lui avait dit que c'était une honte pour le journalisme tout entier d'employer de telles armes. M. Auguste-Avril avait répondu : « Oh ! mais nous avons encore bien des choses en réserve. Attendez-vous pour mardi à du nouveau... » On a essayé depuis de dire que c'était le rapport Fabre qu'on voulait publier, mais il est certain que ce n'était pas le rapport Fabre dont il s'agissait, puisque tout le monde en parlait, de ce rapport ; cela ne pouvait pas constituer une surprise, et tous les rédacteurs du *Figaro* sont d'accord pour dire que M. Calmette avait donné sa parole d'honneur de ne pas le publier. Le 14, il avait dit à quelqu'un — un témoin du *Figaro* la rapporte — « Je ne peux pas le publier ». En conséquence, ce n'est pas cela que l'on annonçait le 13. D'ailleurs, M. Calmette avait donné l'assurance à certaines personnes qu'il ne le publierait pas et aussi à M. Briand, puis, que M. Briand l'a dit à tout le monde à la tribune de la Chambre.

Mais, monsieur le président, c'est dans ce qu'il écrit le directeur du *Figaro* lui-même que j'ai trouvé la menace de la publication de ces lettres. M. Calmette écrit cette phrase que vous avez lue tout à l'heure : « C'était une injure d'évoquer autour de celle dame... la personne à laquelle cette lettre avait été adressée, avait enseveli dans l'oubli et le deuil ses illusions... »

D. Expliquez votre pensée à MM. les jurés.

R. Mais si on ne connaît pas les deux lettres qui ont été soustraies, il est bien difficile de faire une allusion aux deuil et aux désillusions de Mme Gueydan. Ce n'est pas la lettre « Ton Jo » qui lui a donné des deuil et des désillusions ; ce n'est pas non plus son divorce : elle l'avait bien voulu. M. Caillaux lui avait fait la partie belle. Ce n'était donc pas cela, mais bien une allusion à mes lettres. Mes amis avaient tellement compris cette allusion...

Pour ma situation de femme de M. Caillaux, c'était une allusion desolante... ce qui j'ai reçu ce jour-là des quantités de lettres, de fleurs, de lettres... On était un peu choqué pour moi. Mais

[illegible]